



\$ % && ' ' (')

! " #

_____ * +

_____ # (+ % - ! . + # . ! " / - " 0 & 1 2 3 ' 4

$\frac{4}{\%} \frac{\%}{\#} \frac{1}{\#}$ % &

$\frac{4}{\%} \frac{\%}{\#} \frac{1}{\#} +$ % &

$\frac{\$}{4}$ 2 3 ' \$ 4* +

3 % # + + 5 % . (

(1 # # . " (+ " (" , " & " 6 " - / 3 5 7 8 " + % . # + 9 2 (4





2 2 3 ' 1

!! " " " # "
+ % ! " !" 0 & 1
" \$ % &

!! " " " "
! ! " ; !" 0 <
(!'
=====

\$ + 4
\$? 4 ?

" #

\$ % %

4 % % + % / ! % % # (## - 1
.! # . # 2/ ! % * . , % #

(+ ! * + ## + # 1 / ! % # ' +% "
+ # 1 / ! % # + @ # + ! (
.+# / - # + + 1 @ # + ! (
- .+ # . / - after the " amended Conventio
5 # 5 * ## + + " ! + 4 < ! -
(# . 1 .! # . # 2/ ! % * . , % #
" CRS MCAA" 9 on A

(+ ! " # + + (
+# 5 # + + (+ / + ! ! % & 1 %
/ + " % + # % @ 1" 5
1 % 5 ! 5 # + + (% + ! & / 1 ! %
% @ 1A

(+ ! . % # + + (+ 1 5 #
1 ! # + + (% % % +
/ + ! /A

- +% % # # 1 1 1 < + + # + + (
/ + ! / % ! < + % 5 # + + (
% % + " B " + ! < + % 5 (5 1
% ! 1 1 + + #
% / + ! ! ! / & ! 1 % % 5 ! 1 A

. C 5 +! ! / ! @ 1 # + + (5 +
+ . % # + + (+ (\$ - (. % # 5 @ 1 5
/ + ! / + % (\$ - (. % # 5 @ 1 5
+ ! + % % % A

* % # C 5 +! ! " % " 5 @ 1 # + + (/ 5 +
% # .+ / % # + + (+ (\$ -(.. / ! @ +
@ + / ! + / % A%% + % # + +
\$! ! % # + + . % # + + (+
-(.. # 1 + %) 5B 1 ! < + # + + ! < +
5 + # ! + % + 5! < + # 1 / ! -
% # + (\$ -(..A
(% # ! 1 % < +) + % (\$ + . %
+ + (+ (\$ -(.. " 5 % # %) 5 B!
. 0 % # + + (" ! + 1 # % (\$ -(.. "
! / % + % ! < + + 5 % # " A
* + # + + (% % + 5 #
-(.. % + # + (\$ -(.. 5 * + + @ % /
+ + (% # + # + " ! < +
/ 5 % # ! < +
* # 0" * 5 # + + (% % % # + +
+ . " + + % / @ + # + + (# + +
/ ! < + " 5) B% 5 + % #
(\$ -(.. (\$ -(.. 5 ! + % + ! < +

16 juillet 2018, et enregistrée au Secrétariat
% %

Déclaration relative à la date d'effet pour les échanges multilatéraux entre autorités compétentes concernant
/ # %

(+? B * +pris l'engagement d'échanger automatiquement
+ ' B " être en mesure d'échanger automatiquement
de l'annexe de la Convention concernant l'assistance administrative
qu'amendée par le Protocole modifiant la Convention de
D %) D (E # +F % #?# + elle s'est
! !? " * + signé une Déclaration d'adhésion à l'Accord
compétentes concernant l'échange automatique / # %
) D IE AMAC FNCD A

(+? B " % #?# ; 28(6), la Convention amendée s'applique
administrative couvrant les périodes d'imposition qui
l'année qui suit celle durant laquelle la Convention
ou, en l'absence de période d'imposition, elle s'applique
! % < " Djanvier de l'année qui
laquelle la Convention amendée est entrée en vigueur

Considérant que l'article # 4? B + / @
convenir que la Convention amendée prendra effet pour
portant sur des périodes d'imposition ou obligations

(B + ! # H # < + +
Convention amendée que pour ce qui concerne des périodes
< + + B (# +? B "
juridictions émettrices pour lesquelles la Convention
+# / < + + B
d'imposition ou les obligations fiscales ne s'appliquent pas
A

Reconnaissant qu'une Partie existante à la Convention
des renseignements devrait continuer à s'appliquer et de l'
concerne des périodes d'imposition ou des obligations
Convention amendée si les deux Parties déclarent s'en

Reconnaissant en outre qu'une nouvelle Partie
Partie existante des renseignements Convention amendée
pour ce qui concerne des périodes d'imposition ou de
dans la Convention amendée si les deux Parties déclarent
d'effet

Reconnaissant que les renseignements reçus en vertu
l'AMAC NCD peuvent donner lieu à de < + +
< + ?# " B #H# ? + + ? B
juridiction émettrice a échangé automatiquement des r

Confirmant que la capacité d'une juridiction de trans-
de l'annexe de la Convention amendée et de l'AMAC NCD, ai-
+ # + + % # ? ' art 01 e l e (# +? " ?!
dispositions de l'AMAC NCD, y compris les périodes de
qui y figurent, quelles que soient les périodes d'im-
+ /B ! # A

I * ++? que la Convention amendée s'applique confor
NCD pour ce qui concerne l'assistance administrative
@ ; (# +? B % + +? # " B
périodes d'imposition ou les obligations fiscales
! #

I * ++? que la Convention amendée s'applique aussi
+# ? 0" * + @ ; (# +?
B % + +? # " B éri des d'imposition ou
% + < + + /B ! #
assistance porte sur des demandes de suivi relatives
3(4 + o des de déclaration de la juridiction émettri